

Roland Gori

L'évaluation

Il existe des sociétés de normation, c'est-à-dire où les normes tombent du ciel si j'ose dire, elles sont transcendantes c'est-à-dire qu'elles existent avant toute normalisation. Ce sont les normes liées à la religion, les normes liées à la politique, aux grandes coutumes, les normes liées aux grands récits ; ce qui est formidable avec la démocratie c'est l'idée que finalement la bonne décision pour la cité n'est pas inscrite dans les textes religieux, pas inscrite dans les textes idéologiques, qu'elle n'est pas inscrite dans les récits des ancêtres ni dans la coutume. La bonne décision : on ne la connaît pas mais elle peut surgir d'un débat citoyen. Cela signifie, et c'est extraordinaire, que la démocratie est fondamentalement un éloge de la parole, c'est pourquoi aujourd'hui avec le discrédit jeté sur la parole au profit des savoirs non narratifs, (il n'y a pas que les chiffres), ce discrédit de la parole est une menace sur la démocratie, nous sommes dans ce que j'appelle aujourd'hui une forme dégénérée de démocratie : Une démocratie d'expertise et d'opinion.

Comme il s'agit d'un séminaire sur un thème particulier et pas simplement une conférence, je vais essayer de réagir à chaud sur ce que vous avez dit, Jacques et Jean Louis.

Le problème essentiel aujourd'hui est qu'il y a des formes de savoir et des pratiques qui ne sont pas acceptables, socialement, et le fait qu'elles ne soient pas acceptables socialement ne signifie pas qu'elles n'ont pas de validité épistémologique ou de consistance thérapeutique, cela veut dire simplement, si vous voulez, qu'il n'y a pas adéquation entre le trou des serrures si je puis dire et les clefs.

Pour le dire plus sérieusement avec Michel Foucault, les formes de savoir sont consubstantielles aux champs de pouvoir c'est-à-dire aux pratiques sociales.

Pour le dire encore autrement, ce n'est pas par hasard si entre le 4^o et le 6^o siècle av. J-C s'installent à Athènes les ferments de la démocratie, ailleurs aussi mais pour l'occident c'est là que ça se joue, ce n'est pas sans importance si ça s'installe au moment où le savoir prend une allure scientifique. Pour dire les choses autrement, lorsque se développe une certaine conception scientifique du monde, lorsque se développe une certaine intelligibilité mathématique du monde, cette capacité de rendre compte de l'uni-

N.B. : La retranscription de cette intervention n'a pas été relue par son auteur.

vers et du vivant, en termes de proportions, de mesure, d'égalité, etc., cette conception-là, cette forme de savoir, l'émergence de cette pensée rationnelle en Grèce est absolument inséparable de quelque chose qui s'appelle isonomia c'est-à-dire l'égalité et qui se met en œuvre dans la cité grecque. Je fais référence à Jean Pierre Vernant, grand helléniste comme vous le savez, la raison en Grèce a d'abord été de nature politique, c'est parce que l'isonomia : l'égalité, la mesure s'actualisait dans les pratiques sociales de la cité, que les humains qui y vivaient ont pu avoir cette conception du monde qui bien sûr s'incarnait aussi bien dans le savoir que dans les pratiques juridiques, dans les pratiques de l'art, dans l'architecture, la médecine, etc.,

Il y a quelque chose qui est ce caractère consubstantiel des formes de savoir et des formes de pouvoir.

Autre exemple que j'ai développé par ailleurs : ce n'est pas, n'importe quand, qu'on va découvrir et que s'est développé en médecine le point de vue physiologique qui va prévaloir sur le point de vue anatomique à une certaine époque, c'est un historien de la médecine, maître de Canguilhem, qui le dit explicitement : c'est au moment où il y a dans l'air quelque chose que cela se ressent au niveau social, ce n'est pas un point de vue statique, c'est un point de vue perspectiviste, ça s'appelle l'esprit baroque et l'esprit baroque, le style baroque ce n'est pas seulement dans l'art c'est un style anthropologique, et aussi une certaine vision du monde et une certaine manière d'ériger la figure anthropologique de l'humain. Donc ceci pour vous dire que la grande question que nous avons à nous poser aujourd'hui c'est : qu'est ce qui fait que certaines formes de savoir sont privilégiées par rapport à d'autres, qu'est ce qui fait que certaines pratiques éducatives ou thérapeutiques sont privilégiées par rapport à d'autres, est ce que c'est inhérent à l'effet scientifique majeur qui justifie le changement de paradigmes ? Ou alors est ce simplement un effet idéologique, il ne faut pas généraliser, mais j'ai tendance pour ma part à penser que dans un certain nombre de domaines dont le nôtre, la psychiatrie, la psychologie, la psychopathologie, c'est davantage du côté de l'idéologie que ça se joue, davantage du côté de ce qui est visiblement acceptable à un moment donné plutôt que du point de vue épistémologique.

Il va de soi que, depuis la découverte des psychotropes, quelque chose de formidable dans les années cinquante, depuis il n'y a eu aucune découverte majeure en psychiatrie, il y a eu des éléments importants du point de vue de la technique, comme l'imagerie fonctionnelle du cerveau, etc., il y a eu des recherches en génétique mais il n'y a pas eu d'événement scientifique majeur qui justifie par exemple le discrédit de la psychanalyse, le discrédit de la psychothérapie institutionnelle ou l'exclusion de la phénoménologie, absolument pas, ce sont pour d'autres raisons, liées à la rationalisation substantielle, à l'éthique, à d'autres valeurs comme le disait Max Weber plutôt qu'au champ de la science. C'est un point très important, j'ai fait à ce sujet un article intitulé : le mauvais genre. Si la psychanalyse, aujourd'hui est repoussée du champ d'influence de la culture, c'est parce qu'elle a mauvais genre : qu'est ce que cela veut dire ? C'est parce qu'elle est du genre narratif dans une société pilotée par le genre non narratif, par le savoir non narratif, c'est-à-dire par les chiffres.

Ce qui a été initié par le philosophe Lyotard dans les années 70, dans un rapport qu'il avait remis au conseil des universités du Canada, qui disait : nous sommes en train de changer d'époque, on passe, en gros d'un discours

de légitimation sociale qui donnait une légitimité à ce que Bourdieu appelait une sociodicé des privilèges qui est en train de changer de mains et qui passe d'un savoir narratif, des récits fondamentaux, mythologies, idéologies etc., à un savoir non narratif.

On ne discute pas et les chiffres sont là pour nous faire taire et non pas pour nous faire parler. Les chiffres sont importants, il faut voir qu'à la fin du 19^e et milieu du 20^e, les statistiques ont fait progresser la médecine, les médecins mettent en évidence les maladies professionnelles qui sont liées à l'écologie du monde du travail, s'il n'y avait pas eu les statistiques il n'y aurait pas eu de progrès dans le domaine de la santé publique.

De la même manière quand Schwarz introduit en médecine la notion de probabilité et de facteur de risques, quand il fait la corrélation entre la consommation tabagique et le cancer du poumon, à partir de ce moment-là, quelque chose de très important est en train de se produire, on peut travailler sur les masses statistiques, sur les populations et on peut avoir une conduite, une action politique de santé qui va être extrêmement bienfaisante pour le sujet humain et pour la société.

Donc, je crois qu'il ne faut pas tomber dans un discours intégriste contre la science, contre la technique, contre le progrès, face à un discours intégriste scientifique, mais il faut voir qu'aujourd'hui, il y a accouplement du scientisme et du monde financier, il ne s'agit pas d'amour réciproque mais d'une interface qui passe par la question du chiffre, de la formalisation numérique et qui permet à l'un d'avancer ses billes, d'obtenir des postes, des crédits, une influence, ce sont les experts, les experts ne savent pas grand-chose, ils ont un bout de savoir qui tient sur un confetti et avec ça, ils s'en servent pour conseiller les princes, mais ils ne font pas ça de manière désintéressée et les princes, comme ils ne peuvent plus détenir leur autorité de Dieu, comme ils ne peuvent plus détenir leur autorité des grands faits d'armes ou de la souveraineté populaire, alors, finalement, pour donner une légitimation à leur action politique, ils vont chercher la caution de la science.

Donc avant de commencer mon topo, c'est un peu ça que nous avons aujourd'hui à soutenir.

Il y a eu une époque où la psychanalyse était portée par une culture dans un contexte de capitalisme paternel, capitalisme industriel, c'est dans ce contexte que la psychanalyse a été appelée à la rescousse.

La psychanalyse a bénéficié idéologiquement de ce que j'appelle une prime à la civilisation.

Dans l'idée de : quelle est ta part dans le malheur dont tu te plains, c'est une façon de faire porter toute la charge de la misère sociale sur celui qui en quelque sorte en est pourtant la victime. Or aujourd'hui on est dans une logique de victimisation, qui a contrario, non seulement disculpe la société de la part qui est la sienne dans la fabrique des symptômes mais elle disculpe aussi le sujet de sa part dans la fabrique des symptômes qui s'inscrivent dans une histoire singulière.

Donc, vous voyez, on est face à un mouvement d'autant plus difficile à déconstruire, à analyser et à combattre qu'il s'inscrit vraiment dans une logique culturelle, dans une logique de civilisation des mœurs et mes modestes travaux ont essayé de croiser cette sociologie, cette anthropologie des mœurs avec quelque chose qui est du côté de la clinique, du côté du sujet et de ma pratique.

Si je voulais résumer juste cet intitulé : l'évaluation, fabrique de servitudes volontaires.

Et bien oui, l'évaluation a toujours existé, mais on entend, même en psychiatrie : l'évaluation c'est terrible, mais l'évaluation est nécessaire parce qu'il faut bien qu'à un moment on rende des comptes. Mais dès qu'on est dans cette logique, c'est foutu parce que c'est comme si on n'avait jamais évalué avant, comme si l'évaluation surgissait comme quelque chose de miraculeux des années 1990-2000, je fais référence à l'abominable Claude Allègre, ministre de la recherche dans l'enseignement supérieur dans ces années-là. Dès qu'on pense cela, c'est raté, dès qu'on pense que les formes sociales de l'évaluation actuelle, ce que j'appelle la néo-évaluation, soumise aux chiffres, dès qu'on pense que ce sont les seules possibles, c'est foutu.

Nous avons toujours évalué, l'acte d'évaluation est consubstantiel à l'acte de décision. Nous ne prenons pas de décisions sans évaluation mais ce n'est pas une évaluation rationnelle de type mathématique. Nous évaluons en permanence, pas de manière mathématique mais on accompagne les décisions de réflexions : c'est plus ou moins chaud ou froid, c'est bon ou pas bon, plus ou moins etc., mais ce qu'il faut interroger ce sont les nouvelles formes que prend aujourd'hui l'évaluation, cela passe par les chiffres, mais pas seulement, c'est une évaluation formelle, procédurale et quantitative.

Formelle, oui, on a toujours évalué, à l'hôpital, nous avons des réunions de synthèse, des rencontres, des supervisions et des discussions dans les couloirs avec de jeunes internes, ça faisait partie de l'évaluation. Aujourd'hui, il faut que ça soit formalisé et selon une certaine procédure. J'avais intitulé une intervention : la valeur est-elle soluble dans la pensée du droit et des affaires ? Quand Jaurès parle des valeurs de l'homme, cette valeur n'a strictement rien à voir avec cette valeur qui se déduit de dispositifs quantitatifs, procéduraux et formels.

Aujourd'hui l'évaluation est purement formelle, c'est-à-dire qu'il faut formaliser même si c'est absurde, même si ça n'a rien à voir avec la réalité, il faut que ce soit procédural, c'est pour ça que le Droit est très important, il y a aujourd'hui une judiciarisation des relations humaines. Il faut respecter une procédure : vous pouvez tuer un patient, peu importe si la procédure a été respectée.

Je vous donne cet exemple cité par Grimaldi : Le médecin qui reçoit à l'hôpital un malade qui a un début de gangrène à un membre inférieur, lié à son diabète et bien s'il l'oriente vers un chirurgien qui va lui couper le pied, il va appliquer les bases de données des protocoles statistiques, selon le degré, etc., et il va faire rentrer de l'argent dans le pôle médico-chirurgical, donc il est dans le circuit de la T2A (tarification des activités), s'il essaye de le soigner et que cela ne marche pas, c'est une erreur.

Quand a-t-on tué la psychanalyse ? Le jour où les parents d'un patient qui s'est suicidé ont dit : il était en analyse mais selon les bases de données, dans le cas d'une névrose obsessionnelle grave, il aurait fallu des TCC.

Aujourd'hui on ne va pas vous censurer au niveau du contenu de ce que vous faites, du contenu d'un discours, on ne va pas vous interdire d'enseigner la psychanalyse à l'université mais la censure va porter sur les conditions d'énonciation, c'est-à-dire sur les grammaires qui organisent la détermination de la valeur d'un discours.

À partir de ce moment-là, c'est relativement simple, vous avez le droit d'enseigner la psychanalyse à l'université, vous avez le droit de faire de la recherche en psychanalyse mais à condition de publier dans une revue scientifique des États-Unis, or il n'y a pas d'articles psychanalytiques qui soient acceptés.

Vous riez mais ça s'est passé, il y a 4-5 ans, j'étais encore président en exercice de l'université, l'agence d'évaluation de la recherche de l'enseignement supérieur, mise en place par Pecresse mais Fioraso ne fait pas mieux, a déterminé une liste des revues qualifiantes en Psychologie, il y avait 87 ou 97 % de revues anglo-saxonnes, or il faut savoir que jamais la psychanalyse n'a trouvé refuge dans ces revues, c'était réservé à la psychiatrie et à la littérature comparée, à l'histoire des idées. Accepter cette liste c'était signer notre arrêt de mort, ce n'était pas compliqué.

Le point donc sur lequel je voulais insister c'est celui-là : le problème de l'évaluation aujourd'hui n'est pas de rendre ou pas des comptes. Jean François Copé, dans les rencontres de Petrarque organisées par le Monde et France Culture, a dit l'autre fois : on ne peut pas se mettre d'accord avec Roland Gori, il est trop violent, son discours vise à ce que vous n'ayez pas de comptes à rendre. M. Copé, vous vous trompez, je ne suis pas violent, je suis passionné, ce n'est pas la même chose et deuxièmement je n'ai pas peur de rendre des comptes, j'en ai toujours rendu. On peut débattre de la manière dont on rend des comptes, si c'est formel, procédural et chiffré, cela conduit à la servitude volontaire, elle conduit à ce que l'on ait le nez sur le guidon, on ne voit plus la route et on fonce dans le décor.

C'est ça qui se produit et si vous ne regardez pas le compteur, si vous regardez la route, vous êtes sanctionnés.

Dans le domaine, par exemple des catastrophes nucléaires, des accidents chirurgicaux, etc., il est évident que la possibilité de régir des événements inattendus suppose justement qu'on ne réplique pas en termes de codes. Finalement ces dispositifs d'évaluation sont débiles, en psychiatrie, c'est terrible. En matière d'université, c'est pareil, j'étais vice-président, puis président, ça s'est vraiment détérioré au fur et à mesure, on évalue les thèses, on évalue les articles et à un moment on m'a dit : tu ne dois pas intervenir sur le contenu de la thèse, tu dois simplement rendre compte de, on a tout formalisé. On ne doit pas dire que tel article est intéressant, on doit dire dans quelle revue il a été publié.

Un autre exemple, juste avant que je claque la porte, il y a quelques années, je me suis retrouvé, président d'un jury d'un prix prestigieux, je ne peux pas vous dire lequel, peu importe, qui venait récompenser les recherches biomédicales, un prix important, créé par un cancérologue, il y a pas mal d'argent à la clef, donc quelque chose de très prestigieux et on se retrouve comme ça, avec des profs de médecine de différents pays, et donc, je propose, en tant que président du jury qu'on examine les dossiers, je les avais beaucoup travaillé avec des médecins spécialisés et le patron de l'INSERM a dit comme ça : on ne va pas examiner les dossiers, on va déterminer le facteur H, le facteur M. et après on va comptabiliser et on va établir qui a le plus fort coefficient de publications de recherche.

J'avais remarqué des travaux intéressants, un type qui avait travaillé sur le milieu tissulaire concernant telle tumeur dans le cerveau et le taux de vascularisation ou un autre sur l'usage de consommation de poissons ou de

plantes pour faire maigrir et il s'était aperçu que cette consommation produisait des toxiques importants, donc apparemment c'était anodin mais cela correspondait à une région de Chine où la population était atteinte de telle ou telle maladie ; un autre travail dans lequel une fille avait montré que telle greffe d'une partie du foie faisait le même effet que la greffe de la totalité et c'était important car on manque de greffons. Tout cela n'a pas du tout été abordé. C'était juste le nombre de publications et les facteurs quantitatifs qui importaient. Ce qui compte c'est le nombre de fois où vous êtes cité et le nombre d'articles que vous produisez. Il y a une table qui permet de déterminer le taux de productivité des chercheurs. L'abominable Allègre nous a fait passer du statut d'universitaire à celui de enseignant-chercheur, c'est comme ça qu'on a été défini, selon nos fonctions et non pas selon nos affiliations. Avec Mme Pecresse, il y a maintenant deux catégories : les producteurs et les non producteurs.

Je vais terminer ce liminaire mais vous comprenez que cela est déterminant de la manière dont on conçoit la valeur et le sujet humain pour aller très vite.

Là, la psychanalyse n'a pas sa place mais pas seulement la psychanalyse, mais aussi la sociologie critique, la philosophie, une certaine conception de l'histoire, une certaine médecine, etc.

On assiste à une redistribution des cartes mais on change les atouts, on n'a pas dit : on veut que les chercheurs fassent de la recherche appliquée qui serve directement à l'industrie, à la technique et qui soit codifiable, formalisable, quantifiable. On ne le dit pas comme ça, on ne prescrit pas, on n'est pas dans une société disciplinaire, ce n'est pas la Russie, ce n'est pas l'ère poutinienne, c'est pire !

Ce n'est pas comme ça que ça se passe, on va par une manière de faire, on va faire en sorte que les recherches ou les thérapeutiques soient orientées d'une certaine façon.

Je vous donne deux exemples rapides et après je passe à mon topo, c'est promis.

En médecine, j'ai été invité plusieurs fois par des médecins gynécologues à participer à leurs recherches. Vous n'imaginez pas le drame des gynécologues médicaux, parce que ce sont des médecins qui s'occupent de femmes, de leur vie mais il n'y a pas d'actes techniques majeurs.

Actuellement et même notre gouvernement socialiste compris qui n'est que le format léger du gouvernement sarkozyste, on transfère du côté des sages-femmes, parce que ce n'est pas la peine d'avoir quelqu'un qui a fait bac plus 12. Mais attention, les sages-femmes sont formidables, ce n'est pas ce que je dis, mais tous les actes inhérents à cette activité : frottis, dépistage etc. sont transférés aux sages-femmes, seule la chirurgie obstétricale qui est technique, ça rapporte et donc la gynécologie médicale disparaît. C'est pareil en pédiatrie, il ne s'agit pas d'être attentif aux enfants, il faut faire des publications, même si vous ne voyez jamais de patients, peu importe.

Et il faut des publications qui soient dans des revues prestigieuses et orientées du côté des disciplines comme la génétique par exemple, c'est très porteur la génétique !

La génétique a été stigmatisée dans les années cinquante-60 parce qu'il y avait l'ombre portée de la Shoah et de la référence des nazis qui laissaient mourir en faisant de la génétique appliquée.

C'étaient des raisons complètement idéologiques et il y a eu une amnésie épistémologique qui s'est produite et du coup la génétique, c'est devenu génial et on vous explique que tout ce qui arrive dans le monde aujourd'hui est dû à des vulnérabilités génétiques, d'où l'évaluation des valeurs de risques qui conduit à des maladies selon l'environnement.

En dermatologie, c'est pareil, j'étais coresponsable d'un DU sur Marseille, pendant 3 ans. Les dermatos qui venaient en formation continue faisaient de l'évaluation et c'est cette voie qui permet d'obtenir des postes à l'université.

Pour un praticien hospitalier, non universitaire, il faut aussi faire des communications.

Ces publications sont orientées, elles sont du côté de ce qui est quantitatif, technique etc. Il faut savoir que les revues prestigieuses comme Science-Nature, vous avez 80 % des auteurs dont l'adresse est aux États Unis ou en Angleterre. Ça veut dire qu'il y a une géopolitique dans la distribution des lieux qui impose à un moment donné une forme d'hégémonie culturelle et linguistique. Du coup, l'évaluation aujourd'hui c'est quoi ? C'est la mesure de l'insertion d'un acte ou d'une personne dans un réseau de domination culturelle. Ça va mesurer votre degré de conformité et ça va mesurer votre degré d'insertion dans un réseau qui à un moment donné, culturellement, socialement, contrôle la discipline, se trouve aux manettes. On n'est plus dans l'optique des Mandarins, de l'autorité, disciplinaire, ce n'est pas dit, c'est un réseau, ce n'est pas pareil. Finalement l'évaluation aujourd'hui ce n'est rien d'autre que la logique de l'audimat. C'est-à-dire qu'un journaliste qu'il soit de la presse écrite radiophonique ou télévisuelle il va être évalué non pas en fonction de la qualité de son émission, en quoi son émission participe à la formation critique du citoyen, mais en fonction du nombre d'auditeurs, lecteurs, téléspectateurs, et le nombre de commentaires sur le site ou le nombre d'émissions podcastées. Bourdieu nous disait que pour la télévision on n'a pas le temps de déployer une pensée. Les copains journalistes qui m'ont un peu formé depuis ces dernières années où je sors en public m'ont dit : « écoute, c'est bien ce que tu racontes mais personne ne comprend quoi que ce soit, si tu veux qu'ils comprennent, tu prends un sujet, un verbe, un complément, et tu te débrouilles, tu répètes 4 fois, 5 fois, 6 fois la même idée et surtout tu ne nous donnes pas une deuxième idée, tu as dix minutes tu as une idée ça suffit ». Maintenant j'ai compris, mais réfléchissez un moment. Ça veut bien dire là que nous sommes face à un processus de normalisation, de conformisation, qui laisse peu de possibilités à l'innovation et à la création. Il est clair en plus que cette idéologie n'est pas économiquement rentable. Elle n'est pas productive. C'est-à-dire que c'est pour des motifs économiques ou de soi-disant performance ou pour des motifs de rentabilité qu'on met en place ces dispositifs de soumission sociale, mais ce n'est pas en réalité économique. Je vous donne un exemple rapide. Il existe des logiciels d'optimisation des actes de soin dans certains hôpitaux. Ces logiciels ne visent pas à améliorer la qualité du soin il vise à apprendre aux médecins à surfacturer les actes de soin pour faire rentrer l'argent au pôle médico-chirurgical. Ce n'est pas moral puisqu'il y a un conflit de loyauté du médecin sur l'éthique du soin d'une part et d'autre part les normes gestionnaires qu'il doit incorporer dans la pensée même de son acte. Ce n'est pas économique puisque ça fait payer plus cher la collectivité. Donc en quelque sorte aujourd'hui, et c'est ça qu'il faut bien compren-

dre, l'évaluation telle qu'elle est pratiquée, ce que j'appelle la néo-évaluation c'est une colonisation de nos mœurs et de nos esprits par des normes qui s'avancent comme questionnaires mais qui sont essentiellement performatives d'une soumission, c'est-à-dire qu'elles ne sont pas forcément rentables. Elles sont d'abord sur du court terme et ce rapport au temps est terrorisant.

Donc ce que disait Bourdieu, à la télévision vous n'avez pas le temps de déplier une pensée, donc il faut que ce soit très simple, répété plusieurs fois, et d'autre part ce que vous devez produire ce sont des effets. Des effets de pathos, d'humeur, d'affect si je puis dire et à partir de ce moment-là ce qui compte c'est la quantité.

Cette logique de l'audimat qui n'est pas qu'à la télévision, mais qui est partout dans la recherche, dans le soin, dans l'éducation, dans la culture, dans le travail social, dans l'information, est le cheval de Troie d'une logique de marché dans des secteurs de l'existence sociale qui jusque-là en étaient relativement préservés.

C'est une civilisation des mœurs qui s'annonce au nom d'une économie mais qui n'est pas forcément économique. Cela est très important parce que la grande imposture de l'évaluation aujourd'hui elle est là. Vous n'améliorez pas forcément l'activité de trois déménageurs qui montent votre piano au troisième étage en les mettant en concurrence. Dans quel état va être le piano à l'arrivée ! Mais ça ne fait rien même s'il y a de la casse, même si les déménageurs se bousillent, peu importe, ils ont dû intégrer une certaine manière de penser le monde, ils ont dû intégrer une certaine manière d'entrer en relation avec eux-mêmes et avec les autres ce que Foucault appelle le « sujet éthique ». C'est là qu'il faut prendre en compte les nouvelles formes d'évaluation.

Je vais vous donner une première citation de Gilbert Simondon qui est un grand philosophe de la technique :

« Ce n'est pas le travail à la chaîne qui produit la standardisation, mais la standardisation intrinsèque, qui permet au travail à la chaîne d'exister ».

La deuxième est de Bourdieu :

« Avec l'exemple extrême des mathématiques, j'introduis l'idée qu'il y a des formes de domination tout à fait douces associées aux accomplissements les plus élevés de l'humanité ».

C'est très important parce que dans le libéralisme, les privilégiés, dit aussi Bourdieu, ont besoin de justifier leurs privilèges. Ils ne peuvent plus dire c'est Dieu ou la Providence qui l'a voulu, ils ne peuvent pas encore dire c'est la nature qui l'a décidé. Alors il faut trouver des sociodécès, des théodécès des privilèges, et c'est de ce côté-là qu'on va aller chercher.

La dernière citation est de Foucault :

« La norme est porteuse d'une prétention de pouvoir, la norme ce n'est même pas un principe d'intelligibilité, c'est un élément à partir duquel un certain exercice du pouvoir se trouve fondé et légitimé ». Concept polémique dit M. Canguilhem, c'était son maître, il ajoute :

« Peut-être pourrait-on dire politique. En tous les cas la norme porte avec soi à la fois un principe de qualification et un principe de correction. La norme n'a pas pour fonction d'exclure, de rejeter, elle est au contraire toujours reliée à une technique positive d'intervention et de transformation à une sorte de projet normatif ».

C'est vrai que les normes ont toujours existé, puisque le vivant crée ses

propres normes. À partir du moment par exemple où vous avez un déficit cognitif, moteur, vasculaire, ça a été bien montré par Canguilhem, il y a restructuration de l'organisme qui va créer de nouvelles normes pour compenser ce qui a été perdu et avoir une autre allure de la vie, la maladie est une autre allure de la vie. Que le vivant crée ses propres normes c'est une évidence.

Il existe des sociétés de normation, c'est-à-dire où les normes tombent du ciel si j'ose dire, elles sont transcendantales c'est-à-dire qu'elles existent avant toute normalisation. Ce sont les normes liées à la religion, les normes liées à la politique, aux grandes coutumes, les normes liées aux grands récits ; ce qui est formidable avec la démocratie c'est l'idée que finalement la bonne décision pour la cité n'est pas inscrite dans les textes religieux, pas inscrite dans les textes idéologiques, qu'elle n'est pas inscrite dans les récits des ancêtres ni dans la coutume. La bonne décision : on ne la connaît pas mais elle peut surgir d'un débat citoyen. Cela signifie, et c'est extraordinaire, que la démocratie est fondamentalement un éloge de la parole, c'est pourquoi aujourd'hui avec le discrédit jeté sur la parole au profit des savoirs non narratifs, (il n'y a pas que les chiffres), ce discrédit de la parole est une menace sur la démocratie, nous sommes dans ce que j'appelle aujourd'hui une forme dégénérée de démocratie : Une démocratie d'expertise et d'opinion.

La démocratie, c'est une invention formidable. Amartya Sen parle de la démocratie des autres, il en veut aux Occidentaux : « Vous ! Occidentaux, vous n'avez pas le droit de confisquer à votre profit la démocratie », dit aussi et très explicitement que la démocratie n'est rien d'autre que le gouvernement par la discussion, c'est-à-dire par le débat. La vérité peut surgir du débat, il y a un point très important qui fait que pour en revenir à la question de la norme, cette capacité démocratique peut nous permettre d'affronter l'angoisse de la liberté, l'angoisse de l'inconnu. Ne croyons pas, et nous le vérifions dans notre pratique clinique, que les gens aiment être libres. Ils ont horreur de ça, ils adorent leur bourreau, ils adorent qu'on leur donne des modes d'emploi, ils adorent qu'on leur trace les routes, ils ne veulent surtout pas être libres. La démocratie consiste donc à affronter l'angoisse de la liberté et considérer que le futur n'est pas un simple reflet du passé. Pourtant, nous sommes dans une démocratie complètement folle qui fait que nous prédisons l'avenir à partir des indices du passé, qu'il s'agisse des chiffres des agences de notations financières, ou qu'il s'agisse de la psychiatrie sectorielle. Nous entrons dans l'avenir à reculons et ainsi, nous ne pouvons produire que des catastrophes et surtout une pensée conformiste. Il ne peut pas y avoir de création, il ne peut pas y avoir d'innovation et je me demande encore par quel miracle, on peut encore innover, par quel miracle on peut encore créer, faire quelque chose. Heureusement que nous n'appliquons pas l'évaluation à la lettre, sans quoi, nous aurions, ce qu'Hannah Arendt nomme une reproduction de l'espèce, où l'humanité aurait perdu son humanité (l'humanité dans l'homme). Heureusement que les chirurgiens, que les économistes, que les entrepreneurs, que les chercheurs feignent avec les normes, qu'ils n'en tiennent pas compte. C'est pour ça que j'ai cité Foucault.

Ce n'est pas pour des raisons scientifiques que l'on a recomposé la formation des psychiatres ou le savoir des psychologues, c'est uniquement pour ce besoin de transformer les professionnels en instruments d'un pouvoir qui traite l'homme en instrument. On attend de ces professionnels qu'ils norma-

lisent, contrôlent, peu importent les effets qu'ils en produiraient, ce qui compte c'est qu'ils puissent amener les individus et les populations à se conduire d'une certaine façon.

Cela va amener le retour de la psychiatrie dans le giron de l'hygiène publique. Il faut savoir que la psychiatrie a d'abord été une sous-spécificité de l'hygiène publique et ce n'est que relativement tardivement qu'elle s'en est émancipée pour fonder sa propre discipline. La psychiatrie de nos jours, a appris à abandonner la guérison comme objectif, Elle ne se préoccupe plus de la compréhension du symptôme et du lien qu'il peut avoir avec l'histoire individuelle ou l'histoire collective. Ce qui compte aujourd'hui c'est la maintenance sociale, le dépistage des facteurs de risques, de voir le comportement déviant se produire alors qu'on n'en veut pas. Ça, c'est la mort de la psychiatrie.

Le but de la normalisation aujourd'hui et qui n'est pas la normation, à savoir imposer des normes. La normalisation donc, se déduit de l'art libéral de gouverner qui apparaît au 19^e siècle et qui est à la fois les deux mamelles de l'art libéral de gouverner : La manipulation de l'économie et la manipulation de l'opinion, va se développer tout au long du 20^e siècle.

Nos adversaires surfent sur une vague formidable : la liberté, la transparence, la légalité, les réseaux etc., c'est l'inversion des valeurs qui étaient les nôtres. (Sarkozy était très fort pour ça, il prenait les valeurs essentielles et nous les ressortait, vidées de leur contenu !)

On nous avait garanti que le capitalisme, bien que l'on ne puisse parler du Capitalisme, celui-ci existant sous différentes formes, mais on nous avait dit que le capitalisme pouvait produire des dégâts mais n'en était pas moins formidable dans la mesure où il nous évitait la tyrannie, la dictature. Le commerce adoucissant les mœurs, il fallait choisir entre la liberté et la dictature, en passer donc par la liberté du commerce. Nous savons maintenant avec la Chine par exemple, que ce n'est pas une vérité, que l'on peut trouver un capitalisme débridé et sauvage dans une dictature. Il existe des tyrannies fantastiques. Au Brésil, j'ai vu se mettre en place un accouplement entre une dictature et le capitalisme débridé.

Foucault qui n'a pas connu les abominations de notre époque, a très bien analysé le néolibéralisme, il nous démontre que dans le néolibéralisme, il ne s'agit pas d'exclure, ni de rejeter, il s'agit d'une espèce de séquestration sociale généralisée que l'on voit très concrètement avec la réforme Bachelot sur les soins sans consentement. On ne va pas vous isoler, vous stigmatiser, vous rejeter dans un hôpital psychiatrique, mais on va amener l'hôpital psychiatrique à domicile, l'hospitalisation des fous partout et pour tout le monde. Cela suppose aussi qu'il faille de plus en plus baisser le seuil de tolérance sociale des anomalies du comportement. Pour prendre un exemple il va de soi que ce qui compte aujourd'hui, c'est la file d'attente que vous avez dans les CMP, ce qui compte c'est une manière de travailler à flux tendu, en rendant des comptes sur le comportement des individus mais pas sur ce qu'ils ressentent, pas sur ce que veut dire leur symptôme. Les ennemis de la psychanalyse, les tueurs de Freud, ont dit que les psychanalystes infantilisaient leurs patients alors qu'eux, leur donnaient le droit de participer aux soins, de se soigner éventuellement entre eux et par conséquent, ils se sont crus beaucoup plus modernes, plus ouverts, donc plus démocratiques.

Aujourd'hui le sujet se réduit à la somme de ses comportements, ce qui

compte c'est ce qu'il fait, pas ce qu'il est dans la parole qu'il vous adresse, pas ce qu'il est dans son symptôme.

Le sujet est un segment de la population statistique, il est défini par une position sur la courbe de Gauss ou son équivalent, il est un citoyen qui est réduit à devenir consommateur. Il en a les droits. En médecine, à travers la formation loyale et éclairée, le consentement en psychiatrie etc., les patients ont acquis ce droit de consommateurs qu'ils n'avaient pas avant où ils n'étaient pas associés à leur traitement, d'où la difficulté pour les psys.

Une citation de Foucault sur l'expertise psychiatrique : « l'expertise psychiatrique constitue un apport de connaissance égal à zéro ; c'est vrai, ce n'est pas important, l'essentiel de son rôle c'est de légitimer dans la forme de la connaissance scientifique, l'extension du pouvoir de punir à autre chose que l'infraction (il y a une pénalisation du comportement), il s'agit donc dans une expertise, de retracer la série de ce qu'on pourrait appeler les fautes sans infractions ou encore les défauts sans illégalités, montrer autrement dit comment le criminel ressemblait à son crime avant même de l'avoir commis ». Foucault avance ceci en 1975 qui est à mon sens, quelque chose de massif aujourd'hui, dans l'éducation en psychologie et en psychiatrie entre autres, à savoir que « c'est à l'individu dangereux, ni exactement malade ni a proprement parlé criminel, que s'adresse cet ensemble institutionnel de l'expertise psychiatrique ». Poursuivant cette analyse, Foucault nous dit, dans les « anormaux », que le pouvoir du psychiatre ou du psychologue ne relève ni du pouvoir judiciaire ni du pouvoir médical qui n'est homogène ni au droit ni à la médecine mais qu'il s'inscrit dans le registre d'un nouveau pouvoir auquel il appartient de pied en cap, auquel il apporte la caution de l'institution médicale : le pouvoir de normalisation des conduites

Nous ne sommes plus dans les normes religieuses, c'est une mise en place d'institutions qui finalement vont sécréter les normes de conduites et prescrire aux individus comment ils doivent se comporter pour bien se porter. Dans l'expertise, la psychiatrie se révèle être une autre forme de technologie de l'anomalie, il ne s'agit pas là du repérage du pathologique, car l'anomalie n'est pas pathologique, l'anomalie vient de *anomalia*, à savoir un écart statistique par rapport à ce que l'on voit habituellement. On dit d'un terrain qu'il est anormalique, quand il a des creux ou quand il a des bosses, donc traquer l'anomalie aujourd'hui c'est traquer les creux et les bosses de chacun, c'est-à-dire, traquer la singularité. En quelque sorte nous sommes tous déjà potentiellement inscrits comme clients de cette technologie de l'anomalie qui n'est rien d'autre qu'une forme de contrôle social des individus. Ce n'est pas du fascisme, ne nous trompons pas de combat, mais néanmoins, on veut votre bien, et c'est pour cette raison que l'on vous accompagne, que l'on vous surveille. On arrive aujourd'hui à nous tracer numériquement, même Mme Merkel ! ;

Foucault a très bien anticipé tout ceci, il montre bien que quelque chose va se nouer. C'est la rencontre crime folie qui ne sera plus en psychiatrie un cas limite, elle est mise en scène pour pouvoir justifier autre chose qui est que la rencontre crime folie est le cas régulier de la psychiatrie et que tout individu est potentiellement un individu à risque. Dans la société du risque cher à Ulrich Beck, tout individu est potentiellement une catastrophe et le pouvoir ne fait que l'alerter sur les risques de voir émerger une catastrophe à son insu. Comme l'individu est un bon consommateur même s'il est dépouillé de sa

citoyenneté, on lui donne des signaux et il est libre de consentir aux soins et s'il n'y consent pas, la liberté sociale se devra d'interférer et de le mettre sous soins malgré lui. Reprenons cette citation de Foucault : « la rencontre crime folie ne sera plus pour la psychiatrie un cas limite mais le cas régulier, petit crime bien sûr et petite maladie mentale, minuscule délinquance et anomalie quasi imperceptible du comportement, mais c'est cela qui sera finalement le champ organisateur fondamental de la psychiatrie »

À partir de là qu'elle importance donne-t-on au sens du symptôme, qu'est-ce qu'on a à faire de sa jointure, de ses conditions d'émergence avec un récit d'histoire ou une culture collective, l'important étant de trouver les moyens d'inclure de plus en plus de monde dans ces systèmes de surveillance.

Entre 1952 avec la première version du DSM et 1994 la 4e version, nous passons d'une centaine de troubles du comportement à près de 400. Comment se détermine le trouble du comportement ? Pas à la finesse du psychologue ou du psychiatre qui va pouvoir anticiper, entendre ou comprendre le patient. Non, le trouble du comportement se détermine par un vote.

La fin est très simple, les agences d'évaluation ne sont rien d'autres que les clones des agences de notation financière. On procède de la même manière, par la collecte d'une série d'indices à la fois quantitatifs et qualitatifs, une série de préjugés et d'opinions qui ensuite sont déterminés par des votes.

Aujourd'hui la vérité c'est l'opinion, c'est typiquement libéral. Pour le DSM 5, on votera non ou oui pour dire si l'addiction à internet est un trouble du comportement, oui ou non, si l'addiction au sexe est un trouble du comportement, on décrètera certainement que oui.

L'hyperphagie boulimique est un trouble du comportement, de la même manière on votera sur le trouble qui consiste à l'accumulation d'objets inutiles et si comme moi, vous êtes un peu obsessionnel, mon cabinet est un bazar incroyable, un coach viendra vous aider à trier. Ça fonctionne de la même manière que les agences de notations sur les marchés boursiers qui n'ont pourtant jamais prévu la moindre crise, ni celle de 29, ni celle de 1997, ni celle de 2000, 2007 et 2008. Tout comme l'évaluation pour les laboratoires de recherches ou les hôpitaux, comme l'évaluation pour les méthodes thérapeutiques, cela créera une force performative terrible puisqu'énoncer une évaluation c'est produire cette évaluation.

C'est-à-dire, à partir du moment où vous dites que la Grèce a perdu son triple A, il se produit un effet de prophétie auto réalisatrice et on risque de voir se produire ce que l'on a dénoncé.

Un laboratoire de recherche qui va avoir A+, va recevoir plus de possibilités de crédits pour sa recherche ou autres et va se renforcer. Sur quels critères cela aura été déterminé, on ne le sait pas. On sait par exemple explicitement, dans le champ qui est le nôtre, que, sur la base d'un rapport qui avait été établi par un chercheur allemand, demandé par la Confédération Helvétique, on a fermé des chaires et des laboratoires de psychopathologie, parce que ce rapport disait qu'il n'y avait pas assez de recherches ; cela, on est en train de nous le ressortir sur l'évaluation comparée des thérapies, sur l'histoire des enfants, c'est pareil ! On a rencontré plein de monde et on leur explique que cela a déjà été fait et les labos sont fermés et les psychothérapeutes sont virés !

Aux États Unis, avec l'histoire à partir de 1973, des troubles de la personnalité multiples, il y a eu un cas très célèbre qui est passé à la télé, qui a produit un roman etc., on a vu se fabriquer des associations de multiples : ces multiples, c'était le souvenir enfoui de scènes de violence, de souffrance extrême, de viols et autres pendant la petite enfance.

Il s'est avéré par la suite que c'était très problématique et que ç'avait pu être induit par la manière de conduire la psychothérapie, surtout lorsqu'elle est pratiquée sous hypnose : en conséquence, on a fermé les postes de psychothérapeutes et à la place on a mis des accoucheurs de victimes, qui permettaient de retrouver ces souvenirs traumatiques qui produisaient la fragmentation de la personnalité des multiples. À partir de ce moment-là, les parents qui étaient accusés par les patients de les avoir violés, torturés etc. fait souffrir, fragmenté leur personnalité, ont porté plainte contre le psy et finalement après bien des péripéties, les pysys ont porté plainte contre leur patient. Et puis on s'est aperçu que les troubles de la personnalité multiple étaient peut-être l'hystérie de notre temps. Mais le mal était fait, institutionnellement, socialement parlant ; les postes avaient changé de mains.

Pourquoi a-t-on besoin de la normalisation des individus ?

C'est inhérent à la substance même du libéralisme, d'une part, et d'autre part, de l'extension du mode de pensée du libéralisme dans tous les secteurs de l'existence et là ce n'est plus le libéralisme, c'est le néolibéralisme, ce qui est différent ; c'est-à-dire qu'à partir du moment où l'on évalue la justice, la culture, l'éducation, le soin comme on évalue le marché et les entreprises, on ne respecte plus la spécificité anthropologique de ces secteurs : ils doivent donc être calibrés avec les mêmes critères, les mêmes indices que l'économie, le marché etc..

On sait cela depuis les années soixante (Garry Baker, 1964, Le capital humain, l'école de Chicago) avec la dérégulation systématique de l'État et l'émergence d'une autre pensée, c'est que finalement, l'individu ce n'est rien d'autre qu'un stratège rationnel et que si l'on veut le gouverner, il faut savoir dans quel sens va son intérêt, puisque c'est vers cela qu'il va aller, donc on pourra agir sur lui en prévoyant ce vecteur de comportement.

Mais cela qui apparaît, c'était déjà en germe dans la première époque du capitalisme et je vais pour cela m'appuyer sur Max Weber, qui est, comme Foucault, Hannah Arendt ou Bourdieu, un auteur indispensable.

Max Weber a démontré que : « nous ne cessons de constater, y compris pour des sphères de conduite de vie qui évoluent indépendamment les unes des autres, que c'est en Occident, et seulement en Occident, que se sont développés certains modes de rationalisation » Nous sommes dans un univers désenchanté (cf. Le désenchantement du monde) où l'on a mis en place des dispositifs de rationalisation des comportements, liés à la rationalisation de la technique et à celle du droit. « L'émergence du rationalisme économique fut également tributaire de la capacité de la disposition des hommes à adopter des formes spécifiques de conduite de vie pratique et rationnelle ».

D'après moi, cela veut dire que, pour que le capitalisme se mette en place et se développe, produise de la plus-value et une lutte tendancielle contre la baisse de la plus-value, il était très important que les individus se comportent d'une certaine façon. On sait qu'au moment de l'industrialisation, des manufactures du travail à la chaîne etc., on a mis en place un système de ratio-

nalisation des actes, une fragmentation, une organisation scientifique du travail. Mais ce qui est très important, c'est que, selon Max Weber, il ne suffit pas que les individus adoptent des stratégies et des normes rationnelles, (qui, en même temps, les aliènent), sur le lieu du travail, pour qu'ils puissent y être efficaces, il est important qu'ils intériorisent ces normes et qu'ils les agissent sur les autres scènes de la vie quotidienne, la scène sociale et la scène intime. Cela, toute l'école de Francfort Adorno le montre : vous vous conduisez dans votre vie privée comme vous vous conduisez sur les lieux du travail ; vous avez été incités à vous conduire d'une certaine manière, à adopter une certaine posture.

(Ce que Foucault appellerait le sujet éthique, Bourdieu, l'habitus, schème de pensée, schème d'action) entre cuir et chair vous allez adopter ces postures, adopter ces stratégies et parce que vous allez organiser vos loisirs sur le mode d'emploi, le programme comme vous travaillez au bureau ou à la chaîne, parce que vous avez intériorisé cette manière d'être ; vous serez alors d'autant plus enclin à adopter ce que l'on vous demande socialement, sur la scène du travail.

C'est ce qui est en jeu au temps qui est le nôtre et cela prend une ampleur considérable puisqu'il y a un gommage de la spécificité des secteurs et que le soin, l'éducation, la formation, la culture, ça n'a pas de spécificité. À partir de cela, vous devez vous conduire, en tant qu'éducateur, comme un chef d'entreprise d'éducation ; en tant que médecin, comme un chef d'entreprise de santé, etc., ces normes, qui sont intériorisées, deviennent la substance même du sujet : cela permet la soumission sociale qui n'opère plus au niveau des grands récits narratifs, religieux, politiques, etc., mais au niveau de procédures normatives qui captent les corps, dirigent les gestes, modèlent les comportements, au nom de l'institution scientifique, du côté de la médecine, des sciences du vivant etc., au nom du discours de l'économie, de la rentabilité.

Vous voyez, c'est dans ces sciences-là que le pouvoir va chercher la légitimité au nom de laquelle il peut produire des effets de domination sociale. On voit bien, grâce à Foucault, comment nous sommes passés d'une société organisée par la loi à une société organisée par la norme : je prendrai comme exemple le travail de Jean Carbonnier « La passion de la norme sous la cinquième république » où il montre qu'il y a une telle inflation de textes législatifs que les lois perdent leur puissance souveraine de loi : « elles ne sont plus que des circulaires de service ». Il y a là une perte de substance de ce qui faisait la loi.

Je relisais récemment le Contrat Social de Rousseau, on voit bien qu'on est plus du tout dans ce registre-là ; aujourd'hui, la loi on l'a vu pour l'amendement Accoyer — c'est une fabrique de normes qui se trouvent modifiées sans arrêt et sous les rapports de pouvoir, sous les rapports sociaux, avec les différentes réécritures de la loi, on essaie de faire apparaître quelque chose qui n'a plus force de loi, qui n'a ni de raison éthique ni de raison sociale autre que celle de soumettre et d'obliger les gens à s'inscrire dans des procédures, ces nouvelles formes de servitude qui passent par le dispositif de normalisation qui est le nôtre. « J'appelle dispositif tout ce qui a, d'une manière ou d'une autre, la capacité de capturer et d'orienter, de déterminer, d'intercepter, de contrôler et d'assurer les gestes, les conduites, les opinions et les discours des êtres vivants ». Autrement dit, nous sommes, de nos jours, dans des dispo-

sitifs d'évaluation qui ont une fonction stratégique qui suppose certains types d'intervention : il y a une grammaire de l'intervention sociale où un savoir-pouvoir communique pour fabriquer un sujet éthique qui va se conduire d'une certaine manière – ça ne veut pas dire qu'il est rationnel, tout le monde sait bien cette théorie de la rationalité ne tient pas la route — ce n'est pas l'important ; ce qui est important, c'est qu'il puisse entrer dans ce canal-là et qu'on puisse le fabriquer à partir de cela. C'est cette grammaire de l'assentiment, du consentement, qui est en jeu.

Nous sommes aujourd'hui dans une prolétarianisation généralisée de l'existence.

Marx dit que l'ouvrier devient prolétaire, non seulement à cause de sa misère matérielle produite par l'industrialisation, l'urbanisation ; il devient prolétaire parce que, nous dit Marx, son savoir-faire et son savoir se trouvent confisqués par les exigences de la machine. Et comme le dit la philosophe Simone Weil « tout se passe comme si on se résignait à nourrir les hommes pour qu'ils nourrissent la machine » tout se passe comme si l'homme n'était plus que le prolongement de l'instrument créé par l'homme.

Simone Weil montre bien comment il y a un transfert du lieu où se prend la décision de l'être, de l'ouvrier qui était l'artisan vers le mode d'emploi de la machine : on ne lui demande pas d'adhérer, mais en conséquence, il perd sa dignité de penser.

J'ajoute, après Marx, que le paysan a été prolétarisé à partir du moment où sa culture de paysan, son savoir de paysan, son savoir-être de paysan se sont trouvés confisqués par les exigences de la production agricole, qui lui a prescrit ce qu'il devait semer, pour quel client, etc. c'était fini : il n'y a plus eu le même type de rapport, il y a eu une perte de substance éthique.

Aujourd'hui, le médecin, l'infirmier, le psy, l'acteur culturel, le travailleur social, le magistrat, le journaliste se trouvent prolétarisés parce que leurs savoirs et leurs savoir-faire se trouvent confisqués par les exigences de ces machines immatérielles mais bien réelles que sont les protocoles d'évaluation, les normes standardisées, les règles de bonne pratique etc., et vous ne pouvez pas vous trop du chemin qui a été balisé pour vous, au risque de ne pas inventer, au risque de ne pas innover.

Dans le domaine de la psychiatrie, on est actuellement en train de fabriquer du risque pour simplement demander aux professionnels de les légitimer dans des interventions qui ne visent pas à guérir les gens, qui ne visent pas à les épanouir, qui visent simplement à les surveiller dans le sens de les accompagner : c'est l'ère du coaching généralisé. Pour cela, il faut trouver le discours de légitimation. C'est la nouvelle manière d'administrer les populations. Rousseau disait : « il y aura toujours une grande différence entre soumettre une multitude et régir une société ». On est davantage dans la soumission de la multitude que dans la régulation de la société : le politique aussi se trouve prolétarisé, il n'est plus qu'un fondé de pouvoir, l'administrateur qui gère les affaires sans avoir le courage d'un acte, d'une parole politique (on l'a encore vu, hélas, récemment).

Bourdieu écrit « aujourd'hui, on veut nous faire croire que c'est le monde économique et social qui se met en équation. C'est en s'armant de la mathématique et de pouvoirs médiatiques que le néolibéralisme est la forme de la sociodicée conservatrice qui s'annonçait depuis trente ans sous le nom de « fin des idéologies » ou plus récemment de « fin de l'histoire ».

Sociodicée (ou théodicée) du néolibéralisme : l'évaluation constitue un des rituels au nom desquels on contraint les professionnels à s'agenouiller et à prier le dieu-marché. On va évaluer les moyens, pas la finalité, la conformité de l'acte, on ne va pas évaluer la qualité de l'acte, on ne va pas évaluer s'il va dans le sens du soin : en définitive, c'est une notation.

Je termine en vous parlant de la psychiatrie actuarielle, qui fait fureur au Canada, notamment, et qui commence à s'imposer en France. On s'est aperçu que les experts se trompent deux fois sur trois quand ils essaient de déterminer le degré de dangerosité d'un individu et le risque de récurrence. C'est la gauche canadienne, qui, lorsqu'elle allait devant les cours de protection des citoyens et les cours des libertés, pour faire reconnaître qu'il y avait des faux positifs et des faux négatifs et que ces diagnostics de dangerosité des patients et des délinquants n'étaient pas fiables. On a trouvé un truc qui va éliminer les psychiatres et les psychologues : on n'évalue plus la dangerosité du patient mais on va déterminer le degré de probabilité de voir émerger, récidiver, un comportement que l'on ne veut pas. On établit des échelles actuarielles sur la même base qu'une compagnie d'assurance-vie va déterminer la chance que vous avez de mourir, en fonction de votre patrimoine génétique, des maladies que vous avez eues, des accidents de la vie, de votre âge, etc.. Cela veut dire que l'individu ne va plus être autre chose qu'un produit financier comme un autre, ce sont les mêmes méthodes que celles des agents de notation financière, à savoir quel risque prend la société en le lâchant en liberté dans la nature ou en le surveillant, en le contrôlant, en le maintenant en détention. Donc faire le diagnostic psychiatrique de risque de récurrence de dangerosité d'un individu, ce n'est alors rien d'autre que déterminer le risque que vous prenez quand vous placez votre argent.

Par exemple, on va déterminer selon des items précis la probabilité de voir émerger un comportement de délinquant à partir d'un enfant difficile et agité. Les critères sont : familles monoparentales, familles émigrées, chômage, usage de stupéfiants, absentéisme scolaire, désordres sociaux divers et variés etc.

Cela veut dire que le soin n'est plus possible, cela veut dire qu'on ne croit même plus au caractère rédempteur de la sanction : théoriquement, on paye sa dette. Eh bien là, on ne paye pas sa dette : en permanence, on est sous l'ombre portée des comportements qu'on a eus dans le passé. Et en plus, ça marche ! Là aussi, il y a une performativité. Vous ne prenez pas beaucoup de risque, à partir du moment où vous établissez le degré d'apparition d'un comportement en fonction des comportements passés. Mais cela veut dire que vous abandonnez toute idée de soigner, d'éduquer ça veut dire que nous sommes dans une société de la résignation, du fatalisme. Nous sommes alors dans une société qui a abandonné les grandes ambitions, les grands espoirs (celle du Conseil National de la Résistance, de l'esprit de Philadelphie de 1944 etc..) qui faisaient investir sur l'éducation, le logement, la justice. Aujourd'hui, ce ne sont pas des investissements, c'est ce qui accroît la dette, c'est le déficit. Dans la manière même de parler, c'est déjà classé : il n'y a pas une bien grande différence, puisqu'on ne change pas de paradigme.

Il est donc très urgent de réhabiliter la parole, c'est là que ça commence bien sûr, au niveau des pratiques de soin et aussi de la démocratie, car une société où tout est organisé techniquement autour de la norme, c'est une société animale où l'individu n'est plus qu'une pièce détachée de l'espèce en

vue de la production d'un objet collectif où il est assigné à une fonction : il n'est plus qu'un instrument, il n'est plus un sujet, il est assujéti à la technique, à la production collective.

Bien sûr, il ne s'agit pas de maudire les nouvelles technologies, elles ont des aspects positifs, mais il faut bien voir que c'est sur la scène de ces nouvelles technologies que vont se jouer les prochains conflits politiques. Ce n'est pas qu'internet c'est bon ou c'est mauvais, c'est que c'est une des scènes où les affrontements politiques vont se jouer. Ce n'est pas « bon ou mauvais pour la démocratie », c'est que la démocratie, elle doit se battre là-dessus pour se maintenir vivante.

Je termine par une citation de Camus, à la fin de La Chute : « Nous sommes dans une société où nous avons remplacé le dialogue par le communiqué ».